



# **Contribution à la consultation de l'Arcep sur la régulation des services de Cloud**

## **Introduction**

Eurocloud représentant les fournisseurs de services Cloud, salue l'initiative de l'Arcep de mener cette consultation publique visant à faciliter le changement de fournisseur et la mise en œuvre d'architectures multi-cloud. Nous partageons l'objectif de créer un environnement favorable à l'innovation et à la liberté de choix pour les utilisateurs et Eurocloud soutient les objectifs de la loi SREN et du Data Act de l'UE visant à favoriser un écosystème cloud concurrentiel qui profite aux clients. Enfin Eurocloud salue les efforts de l'ARCEP contenues dans la rédaction de cette consultation pour offrir davantage de lisibilité du marché aux acteurs.

## **1. Contexte : Le règlement sur les données et la loi SREN**

L'adoption du règlement européen sur les données (Data Act) et de la loi SREN marque une étape importante dans la construction d'un marché unique du numérique. Nous soulignons l'importance d'une mise en œuvre harmonisée de la loi SREN, en parfait alignement avec le Data Act, afin d'éviter toute fragmentation réglementaire. L'objectif est de garantir un cadre juridique clair, stable et prévisible pour les entreprises, favorisant ainsi l'investissement et l'innovation dans le secteur du Cloud en Europe. Un cadre français divergeant du règlement européen créerait une complexité inutile pour les entreprises et risquerait de freiner le développement du marché unique du numérique.



## 2. Frais de transfert de données et de changement de fournisseur

### 2.1 Frais de transfert de données

**Changement de fournisseur / exit fees** : Nous rejoignons l'analyse de l'Arcep concernant l'absence de coûts incrémentaux liés au transfert de données lors d'un changement de fournisseur. Ces transferts, non récurrents et portant sur une quantité définie de données, peuvent être planifiés et réalisés avec flexibilité, sans nécessiter d'augmentation de la capacité du réseau du fournisseur.

Cependant, Eurocloud invite à prendre en compte le fait que les fournisseurs de service de Cloud de petite taille peuvent être impactés plus sensiblement par la mise en œuvre de ces transferts. En outre, cette analyse des coûts ne prend pas en compte les investissements réalisés par certains acteurs (centres de données, les câbles à fibres optiques et les équipements réseau) pour la construction de certaines infrastructures que la mise à disposition de bande passante ne saurait à elle seule refléter. Il est à ce titre à craindre un effet délétère sur l'investissement.

Il est important toutefois de noter que le Data Act autorise la facturation de services supplémentaires d'accompagnement à la migration, à la demande du client et avec son accord préalable sur les tarifs. C'est donc la transparence tarifaire qui nous semble l'option la plus susceptible in fine de garantir la fluidité du marché sans préjudice pour tel ou tel acteur ou modèle. En conclusion, la proposition d'un plafond tarifaire à 0€ pour des transferts nous semble donc a priori pertinente mais en tenant compte de ses réserves.

**Multi-cloud** : L'identification des coûts liés aux transferts de données dans le cadre du multi-cloud est plus complexe, car ces transferts sont souvent récurrents, avec un volume variable et difficilement anticipable, voire sondable. Les fournisseurs de services cloud ne sont en effet pas toujours en mesure de différencier eux-mêmes la nature de ces transferts pour les imputer au multi-cloud.

Si nous reconnaissons que certains coûts liés au dimensionnement du réseau peuvent être imputables à ces transferts, notamment en l'absence de peering gratuit, nous soutenons donc l'approche méthodologique de l'Arcep, qui vise à



identifier les coûts directement liés au multi-cloud en tenant compte de la diversité des situations et des accords d'interconnexion. Il est crucial de distinguer ces coûts des coûts liés à l'utilisation courante des services Cloud, qui ne doivent pas être imputés aux transferts multi-cloud.

## **2.2 Frais de changement autres que ceux liés au transfert de données**

La distinction introduite par la loi SREN entre les frais de transfert de données et les autres frais de changement de fournisseur soulève des questions importantes quant au périmètre des prestations facturables. L'absence de définition précise de ces prestations dans la loi française nécessite une clarification. Afin d'assurer la cohérence avec le règlement européen et d'éviter les contournements, nous invitons l'Arcep à s'appuyer sur la définition du Data Act des "services supplémentaires d'accompagnement à la migration" pour encadrer ces prestations.

Ces services, distincts des prestations directement liées au processus de changement de fournisseur et relevant des obligations de facilitation du Data Act, doivent faire l'objet d'une facturation transparente, avec l'accord préalable du client. L'objectif est d'encadrer la facturation de ces services tout en préservant la flexibilité nécessaire pour répondre aux besoins spécifiques des clients.

## **3. Difficultés techniques liées au changement de fournisseur et au multi-cloud**

### **3.1 Interopérabilité et portabilité des services Cloud**

L'interopérabilité et la portabilité des services Cloud sont des éléments essentiels pour faciliter le changement de fournisseur et le développement du multi-cloud. Eurocloud recommande de prendre en compte la disponibilité de standards de fait (de marché) pour autant qu'ils répondent aux critères d'ouverture et d'interopérabilité requis. Eurocloud ne doute pas qu'à défaut l'ARCEP s'alignera sur les normes d'interopérabilité publiées par la Commission Européenne pour le Data Act afin de garantir la cohérence réglementaire et d'éviter une situation où les fournisseurs de cloud seraient confrontés à des exigences différentes selon les États membres de l'UE.

Nous saluons à ce titre l'effort de l'Arcep de clarifier ces notions en les ancrant dans les pratiques des utilisateurs et en distinguant les enjeux spécifiques aux



services IaaS, PaaS et SaaS. La prise en compte des services auxiliaires, tels que les services de gestion d'identité et d'accès (IAM), est également pertinente, car ces services jouent un rôle crucial dans le fonctionnement des architectures Cloud et peuvent constituer des obstacles dans certains projets de migration.

### 3.2 Modalités de mise en œuvre des exigences essentielles

**Transparence** : L'offre de référence technique d'interopérabilité est un outil essentiel pour informer les utilisateurs sur la portabilité et l'interopérabilité des services. Nous soutenons la proposition de l'Arcep d'y inclure des informations sur la spécificité des services, le degré d'interopérabilité et les modalités de migration, ainsi que d'harmoniser sa forme pour faciliter la comparaison entre fournisseurs. Une information claire et accessible permettra aux utilisateurs de faire des choix éclairés en matière de Cloud, en tenant compte des risques et des opportunités liés à la portabilité et à l'interopérabilité.

**Harmonisation** : Nous partageons le point de vue de l'Arcep selon lequel les efforts d'harmonisation doivent être ciblés et proportionnés aux besoins des utilisateurs, en privilégiant les domaines où les bénéfices en termes de portabilité et d'interopérabilité sont les plus importants. La normalisation des services auxiliaires, notamment les services IAM, pourrait contribuer significativement à faciliter le changement de fournisseur et le développement du multi-cloud. En ce qui concerne les services PaaS, nous insistons sur l'importance de préserver la capacité d'innovation des fournisseurs.

Les efforts de normalisation ne devraient concerner que les services standards à faible potentiel d'innovation, en s'appuyant sur des standards existants et en évitant de créer des spécificités nationales. L'harmonisation des formats d'échange de données entre services SaaS est une piste intéressante pour faciliter la portabilité des données, mais elle doit être menée avec prudence pour ne pas brider l'innovation dans ce domaine.

**API** : La mise à disposition d'API stables, documentées et accessibles est essentielle pour l'interopérabilité des services Cloud. La documentation des API doit être claire, complète et accessible aux utilisateurs, en précisant les



fonctionnalités offertes, les formats de données utilisés et les protocoles de communication. La stabilité des API est un élément crucial pour garantir la pérennité des intégrations et éviter les ruptures de service. Les fournisseurs doivent s'engager à maintenir la compatibilité des API sur le long terme, en informant les utilisateurs des changements à venir et en leur laissant un délai raisonnable pour s'adapter.

## **Conclusion**

Nous saluons la démarche de l'Arcep et nous nous engageons à participer activement aux travaux de régulation des services de Cloud. La mise en œuvre de la loi SREN doit se faire en cohérence avec le règlement européen sur les données, en veillant à la sécurité juridique des entreprises et en évitant toute fragmentation du marché unique du numérique. La transparence tarifaire, la promotion de l'interopérabilité et le respect de la capacité d'innovation des fournisseurs sont des éléments clés pour la construction d'un marché du Cloud dynamique et concurrentiel, au bénéfice des utilisateurs.

## **A propos**

Depuis 2007, EuroCloud France est la représentation française d'EuroCloud, l'organisation européenne de référence pour le secteur du cloud computing, fédérant plus de 1 500 entreprises membres dans 31 pays. En tant que réseau d'acteurs du cloud et de l'IA en Europe, EuroCloud France joue un rôle crucial dans l'accompagnement de la transition numérique en France et dans le soutien à l'écosystème cloud en pleine expansion. Eurocloud - 229 rue Saint-Honoré, 75001, Paris - [www.eurocloud.fr](http://www.eurocloud.fr)

**Contact** : Loïc Rivière [l.riviere@eurocloud.fr](mailto:l.riviere@eurocloud.fr)